

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne puis que répéter l'excellente réponse du ministre de l'Expansion économique régionale. Nous venons d'entendre un député conservateur de la Colombie-Britannique, je pense, dire qu'il voudrait que le Canada importe encore plus d'automobiles du Japon et que les arrivages soient encore plus fréquents qu'ils ne le sont maintenant. Un autre député nous demande maintenant de protéger l'industrie automobile du Canada. Le ministre a tout à fait raison. Si les conservateurs avaient une ligne de conduite quelconque, ils ne poseraient pas des questions aussi contradictoires.

L'INCIDENCE DE LA DISPOSITION DU BUDGET CONCERNANT L'ARMORTISSEMENT DU COÛT EN CAPITAL

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. S'il s'inquiète tellement de l'industrie et s'il la connaît si bien, voudrait-il dire à la Chambre s'il approuve la disposition du budget qui concerne l'amortissement du coût en capital, laquelle a coûté la vente probable de 50,000 à 100,000 nouvelles voitures depuis novembre dernier? Le ministre est-il en faveur de cette politique? S'il tient tant à savoir quelle est la politique conservatrice, je vais le lui dire. Nous sommes contre toute disposition comme celle du budget de novembre dernier . . .

M. MacEachen: Laquelle?

M. Jarvis: . . . qui a fait perdre ces milliers d'emplois dans sa circonscription et la mienne.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, en supposant que je parle du même élément du budget que le député, j'ai déjà dit, en réponse à une question à la Chambre, que l'analyse qu'il présente est grossièrement exagérée et que les répercussions ne sont pas telles qu'il le prétend.

M. Jarvis: Combien? Combien d'automobiles?

M. Gray: Chose certaine, la question que mon collègue a posée fait ressortir encore davantage la contradiction. Le député de Halton nous demande quelle est notre politique et quelle est la cause du problème dans cette industrie. Il l'attribue non pas à la pression que subit le marché à cause des importations de voitures japonaises, mais à une disposition du budget, ce que nous trouvons fort exagéré.

M. Jarvis: Approuvez-vous ou non cette disposition budgétaire?

L'IMPOSITION POSSIBLE D'UNE SURTAXE ET DE QUOTAS D'IMPORTATION

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et porte sur le même sujet que celle de mon collègue, le

député de Perth. Le ministre trouve-t-il normal que le gouvernement canadien ait recours à des manœuvres de harcèlement au lieu de modifier la loi à l'égard des importations d'automobiles japonaises? Ne devrions-nous pas être au-dessus de cela et prendre des mesures positives en imposant une surtaxe et des quotas au lieu de faire du harcèlement comme de vraies brutes?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, je n'accepte pas la façon dont le député formule sa question. Nous prenons les mesures qui sont prévues par la loi. Le député propose lui-même une solution qui aurait certainement des répercussions beaucoup plus graves pour les personnes dont le député de Colombie-Britannique a parlé que tout ce que nous avons fait jusqu'ici.

L'APPLICATION DES PROCÉDURES D'INSPECTION

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, le député sait fort bien que les lois doivent être appliquées de façon raisonnable. Le ministre compte-t-il résoudre ce problème d'importation en continuant à inspecter sur toutes les coutures toutes les automobiles déchargées des bateaux à Vancouver? Va-t-on continuer longtemps, ou le ministre va-t-il prendre les mesures voulues dans le cadre du GATT en imposant une surtaxe temporaire sur ces automobiles jusqu'à ce que notre industrie puisse récupérer, se réorganiser et soutenir la concurrence internationale?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le député ne nous a pas dit quelles conséquences sa proposition aurait pour les emplois des travailleurs de la circonscription de son collègue de Colombie-Britannique.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray: Il n'a pas répondu à ma question au sujet des répercussions sur les emplois. Cela aurait des conséquences beaucoup plus graves que tout ce que nous faisons pour faire appliquer les lois existantes de façon raisonnable. Selon nous, la meilleure façon de remédier aux inquiétudes du député, c'est d'amener les Japonais à répondre à notre démarche parfaitement raisonnable, de façon à laisser notre industrie poursuivre sa restructuration . . .

Mlle MacDonald: Parlez-nous des chômeurs de Windsor.

M. Gray: . . . et d'utiliser un bon nombre de pièces canadiennes dans les automobiles japonaises de façon à mettre en valeur la solidité et le potentiel de notre industrie et de nos travailleurs.